

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00885

Numéro SIREN : 552 012 031

Nom ou dénomination : ROCHE

Ce dépôt a été enregistré le 15/07/2022 sous le numéro de dépôt 25521

ROCHE

4 Cours de l'Île Seguin

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

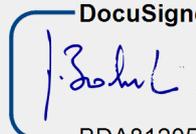
Comptes au 31/12/2021

CERTIFIE CONFORME

Jean-François Brochard

President Roche pharma France

DocuSigned by:



BDA812059C4B402...

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Evènements significatifs de l'exercice	12
Evènements post-clôture	17
Immobilisations	18
Eléments du fonds commercial	19
Amortissements	20
Tableau immobilisations	21
Créances et dettes	22
Charges à payer	23
Produits à recevoir	24
Composition du capital social	25
Variation des capitaux propres	26
Provisions pour risques et charges	27
Ventilation du chiffre d'affaires	28
Transfert de charges	29
Charges et produits exceptionnels	30
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	31
Situation fiscale différée et latente	32
Effectif moyen	33
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	34
Filiales et participations	35
Honoraires audit légal	36
Actif réalisable, passif exigible	39

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 793 842	2 793 842		
Fonds commercial	66 647 869	66 647 869		3 600 005
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	69 481		69 481	69 481
Constructions	106 976	106 976		
Installations techniques, matériel, outillage	22 246	22 246		
Autres immobilisations corporelles	13 745 956	1 995 143	11 750 813	9 156 176
Immobilisations en cours	63 780		63 780	2 797 237
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 000		10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 885 080		6 885 080	6 570 784
Autres immobilisations financières	1 626 787		1 626 787	1 728 637
ACTIF IMMOBILISE	91 972 016	71 566 076	20 405 940	23 932 320
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	28 832		28 832	256 410
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 320 141		1 320 141	
Marchandises	269 775 043	14 558 985	255 216 057	184 989 449
Avances et acomptes versés sur commandes	328 558		328 558	1 779 768
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	184 677 403	2 239 866	182 437 536	168 415 294
Autres créances	487 922 224		487 922 224	247 458 667
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	161 126		161 126	3 963 346
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 884 942		2 884 942	4 618 480
ACTIF CIRCULANT	947 098 268	16 798 852	930 299 416	611 481 415
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 039 070 284	88 364 928	950 705 356	635 413 734

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 38 168 895)	38 168 895	38 168 896
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	134 869	134 869
Réserve légale	3 816 890	3 816 890
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	4 038 623	4 038 623
Report à nouveau	1 267 118	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	27 336 538	17 267 117
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	74 762 932	63 426 395
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	10 950 979	14 420 650
Provisions pour charges	23 784 661	29 237 689
PROVISIONS	34 735 640	43 658 340
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	25 122 324	25 479 125
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 560 237	158 948 501
Dettes fiscales et sociales	547 914 901	327 878 490
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 609 322	16 022 883
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	841 206 784	528 328 999
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	950 705 356	635 413 734

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	1 149 849 500		1 149 849 500	1 061 147 529
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 075 716		4 075 716	222 656
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 153 925 216		1 153 925 216	1 061 370 185
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			7 731 347	15 846 697
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			17 858 403	3 746 122
Autres produits			87 108 454	90 392 671
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 266 623 419	1 171 355 675
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 031 570 463	878 637 033
Variation de stock (marchandises)			-83 614 975	-8 658 976
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			395 717	439 096
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-290 144	-429 149
Autres achats et charges externes			98 604 247	106 356 803
Impôts, taxes et versements assimilés			52 229 437	42 494 381
Salaires et traitements			58 670 377	60 083 407
Charges sociales			32 189 833	28 190 691
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 598 814	2 352 281
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			3 600 005	5 041 308
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			17 236 302	4 629 140
Dotations aux provisions			1 478 026	5 849 031
Autres charges			2 182 584	1 741 279
CHARGES D'EXPLOITATION			1 215 850 686	1 126 726 324
RESULTAT D'EXPLOITATION			50 772 733	44 629 351
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 500 000	1 500 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			76 690	15 186
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			900	6 403
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 577 589	1 521 590
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			200 154	242 134
Intérêts et charges assimilées			1 946 026	1 817 084
Différences négatives de change			3 470	2 426
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 149 651	2 061 644
RESULTAT FINANCIER			-572 061	-540 054
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			50 200 672	44 089 297

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 062 142	20 889 134
Produits exceptionnels sur opérations en capital		180 507
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 062 142	21 069 641
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 264 251	20 488 732
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	634	629 126
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 000 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 264 885	21 117 858
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 202 743	-48 217
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	8 308 964	10 401 084
Impôts sur les bénéfices	13 352 427	16 372 879
TOTAL DES PRODUITS	1 280 263 151	1 193 946 906
TOTAL DES CHARGES	1 252 926 613	1 176 679 789
BENEFICE OU PERTE	27 336 538	17 267 117

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES COMPTABLES ET CONVENTIONS GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/21 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Nous appliquons depuis 2005 :

- le Règl. (GRC) n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations des actifs,
- le Règl. (GRC) n° 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs,

Règlement relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux :

L'application au 1^{er} janvier 2017 du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 n'a pas eu d'incidence sur les comptes au 31 décembre 2021..

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont été réévaluées.

Les titres de participation ont été enregistrés à leur coût d'acquisition et sont éventuellement dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité dès lors que la dépréciation est devenue permanente.

Nous retenons comme résultat exceptionnel la notion d'éléments extraordinaires. Nous nous sommes aidés des propositions du Conseil National de la Comptabilité et de la recommandation de l'OECCA à ce sujet, visant toutes deux à rattacher les produits et les charges, bien qu'exceptionnels, aux opérations d'exploitation si leur caractère ordinaire prévaut.

2. PERMANENCE OU CHANGEMENTS DE METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3. INTEGRATION FISCALE

Roche S.A.S. est la société tête de groupe d'intégration fiscale formé avec la société Institut Roche S.A.S. En vertu de la convention d'intégration fiscale, chaque entité est placée dans la situation qui aurait été la sienne sans intégration fiscale.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

4. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état pour l'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'utilisation retenues à compter du 1er janvier 2007 sont les suivantes :

Agencements, aménagements terrain :	120 mois
Bâtiments :	300 mois
Agencements, aménagements des bâtiments :	120 mois
Installations techniques :	180 mois
Matériel :	120 mois
Véhicules :	60 mois
Autres véhicules :	96 mois
Matériel de bureau :	72 mois
Matériel informatique :	36 mois
Matériel informatique périphérique :	72 mois
Mobilier :	120 mois

TITRES IMMOBILISES

L'évaluation des titres en portefeuille est conduite en valeur d'utilité. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES IMMOBILISEES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évaluées en général à leur valeur nominale.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire d'achat moyen pondéré.

Les stocks sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

L'application de ces principes, a conduit la société a constaté une dépréciation supplémentaire de la valeur du stock au 31/12/2021 de 10,4 millions d'euros, portant la valeur totale de la dépréciation 2021 à 14,6 millions d'euros.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées pour leur valeur nominale.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change utilisé par le groupe.

Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écart de conversion actif ou passif.

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risques et charges.

Au 31/12/21, aucun écart de conversion actif ou passif n'a été constaté dans les comptes.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles chaque dossier est susceptible de donner lieu.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Engagements en matière de retraite et de primes d'ancienneté

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et des primes d'ancienneté est constaté au bilan en provisions pour pensions et obligations similaires.

Il comprend la valeur actualisée à la date de clôture de l'obligation au titre des prestations définies, majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles), diminuée du coût des services rendus.

Les écarts actuariels sont comptabilisés au compte de résultat.

* Méthodes actuarielles et principales hypothèses retenues :

Les indemnités de fin de carrière sont obligatoires pour la partie légale ou conventionnelle. Les primes d'ancienneté sont accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise.

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédit projetées au prorata. Elle consiste à projeter le salaire jusqu'à la date de départ à la retraite du salarié et à déterminer le montant de l'indemnité à la date de départ à la retraite en fonction du barème le plus favorable pour les salariés, entre la convention collective nationale des industries chimiques et celle de l'industrie pharmaceutique, et du salaire en fin de carrière.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

Le passif social est égal à l'indemnité actualisée au taux de rendement financier net retenu sur la durée restant à courir de la date d'évaluation jusqu'à la date de départ à la retraite, montant pondéré par la probabilité de décès, de sortie de l'entreprise.

Ces indemnités sont versées en une seule fois sous forme de capital et non sous forme de pension, et ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour les indemnités de fin de carrière sont :

- Taux d'actualisation 1,20%
- Taux d'inflation long terme 2,00%
- Table de mortalité INSEE TD/TV 2015-2017
- Taux de progression des salaires en fonction des catégories 2,50%
- Type de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de charges sociales et fiscales patronales 47,10%
- Taux de rotation du personnel selon l'ancienneté des salariés et leur statut

A noter que la société n'a pas appliqué dans ses comptes sociaux la méthode préconisée par l'IFRIC, dite IFRIC staff paper.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels, la société effectue une revue des risques potentiels et des litiges identifiés. En fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, et le cas échéant après concertation avec ses conseils, la société procède à la constitution ou la mise à jour des provisions pour litiges constituées.

Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux ci-dessus ont été acquis auprès de Roche Diagnostics en 2003 et auprès de la société Intermune en 2015 et concernent l'activité de ventes de produits pharmaceutiques. Ils font l'objet d'un amortissement annuel sur la durée prévue d'exploitation des spécialités pharmaceutiques.

Cette durée étant finie et prévisible, l'application du règlement 2015-06 de l'ANC n'a pas eu d'incidence sur le traitement comptable de ces fonds commerciaux qui sont entièrement amortis au 31/12/2021, soit sur une durée d'amortissement totale de 16 ans.

Les fonds commerciaux étant totalement amortis à fin 2021, il n'y a pas eu de test de dépréciation sur la période.

La dotation aux amortissements comptabilisée au titre de l'exercice 2021 s'élève à 3,6M€ amenant l'amortissement cumulé à 66,6 M€.

Faits marquants de l'exercice 2021

1.1 Evolution des plans de réorganisation au cours de l'exercice

En application du contrat de distribution entre la société et le groupe, les frais de restructurations sont intégralement refacturés au Groupe à l'exception du plan Intermune, clos le 31/12/2021.

Les charges correspondant à ces plans sont reclassées en charges exceptionnelles et les refacturations au groupe en produits exceptionnels.

Les plans en cours au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Plan de cessation des activités de promotion en direction des Médecins Généralistes mis en place en 2010 (OPEX):

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,3 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 52 millions d'euros dont 0,3 million d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Fermeture du site de Strasbourg :

Dans le cadre de la restructuration des activités de recherche précoce du groupe Roche, le site de Strasbourg a été fermé le 31 juillet 2013. Les conséquences financières négatives résultant de la cessation de l'activité sont intégralement refacturées au groupe.

Les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 5 mille euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 10,5 millions d'euros qui a été pleinement utilisé en 2021.

Réorganisation des forces de vente (One Europe) :

Au cours de l'année 2013, une réorganisation du terrain a été menée, visant à rationaliser l'organisation des forces de vente. Le 15 Octobre 2013, un accord a été signé avec les organisations syndicales sur cette nouvelle organisation, validant les mesures envisagées de Cessation Anticipée d'Activité et de départs volontaires. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Par rapport à la valeur de clôture à fin 2020, en 2021 une reprise de 0,3 millions d'euros a été constatée, correspondant au montant des charges encourues sur l'année 2021 et refacturées au groupe (sans incidence sur le compte de résultat de la société). Le plan s'élevait à 29 millions d'euros dont 1,1 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Réorganisation au siège (Next I) en janvier 2015 :

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros, dont 5 millions seront à prendre en charge par la société Roche. Les 5 millions à prendre en charge par Roche ont été atteints et ce plan a été refacturé en fin d'année 2017.

Par rapport à la valeur de clôture 2020 (1,4 millions d'euros), une reprise de provision de 0,4 millions d'euros a été passée en 2021, correspondant aux charges de l'année refacturées au groupe.

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros dont 1,1 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Redéploiement des ressources terrain (Next II) :

En décembre 2014, un projet de redéploiement des ressources terrain a été annoncé aux partenaires sociaux pour une mise œuvre Mai 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 2,5 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 33 millions d'euros dont 3,9 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Externalisation de l'activité de monitoring (Sourcing Strategy) :

En avril 2014, le Groupe a décidé de choisir Quintiles comme unique prestataire et de lui confier l'ensemble des activités de monitoring. Ce projet a été mis en œuvre en février 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,2 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 6 millions d'euros dont 0,4 million d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Redéploiement de l'activité logistique et externalisation des activités su site de distribution de Rosny en 2015 :

Le groupe avait décidé de choisir Movianto comme prestataire et de lui confier l'activité logistique qui était gérée par le site de Rosny. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,6 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 21 millions d'euros dont 1,6 millions d'euros reste à engager au 31/12/2021.

A noter que depuis janvier 2022, Arvato est le nouveau dépositaire de Roche SAS.

Réorganisation au siège : « GRP66 » :

Au cours du dernier trimestre 2017, Roche a décidé de revoir sa structure organisationnelle et ses ressources afin d'adapter l'entreprise aux nouveaux enjeux de la santé en la dotant des compétences nécessaires pour construire la santé de demain.

Au 31 décembre 2017, le montant de ces mesures a été estimé à 146 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe. Le plan a été doté de 4,6 millions d'euros supplémentaires en 2018.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 1,6 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 150 millions d'euros dont 11,9 millions d'euros reste à engager au 31/12/2021.

RAMP : « GRP18 »

C'est le plan de restructuration pour le transfert des activités de comptabilité du site français vers le SSC en Hongrie. Les coûts engagés à ce titre sont entièrement pris en charge par le groupe Roche. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2021.

Réorganisation au siège pour les personnes non scope commercial de la filiale : « GRP76 »

En décembre 2021, Roche a décidé d'opérer une transformation profonde de son organisation et de ses ressources afin de répondre aux exigences croissantes du marché et de s'adapter aux nouveaux enjeux digitaux.

Au 31 décembre 2021, le montant de ces mesures a été estimé à 9,9 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation seront entièrement pris en charge par le Groupe.

Réorganisation au siège pour les personnes du scope commercial de la filiale : « GRP80 »

En octobre 2021, Roche a décidé d'opérer une transformation profonde de son organisation et de ses ressources afin de répondre aux exigences croissantes du marché et de s'adapter aux nouveaux enjeux digitaux.

Le montant de ces mesures a été estimé à 165,9 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation seront entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 4,2 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Au 31/12/2021, le reste à engager est de 161,6 millions d'euros.

Réorganisation du département RH (People&Culture) : « GRP92 »

En mai 2021, afin de rationaliser son organisation, dans la poursuite du projet RAMP, Roche a décidé de centraliser ses ressources RH au centre de service partagé de Budapest.

Le montant de ces mesures a été estimé à 8 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation seront entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,7 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Au 31/12/2021, le reste à engager est de 7,3 millions d'euros.

1.2 Clause de sauvegarde :

Depuis 2015, l'industrie pharmaceutique est soumise à une nouvelle contribution dont le calcul intrinsèque est partiellement basé sur l'atteinte d'un objectif collectif de limitation des dépenses liées au médicament, rendant l'estimation de cette contribution particulièrement difficile.

Suite à une évaluation par un cabinet indépendant courant 2021, la provision pour couvrir cette contribution a été arrêtée dans les comptes à 17 millions d'euros, contre 5 millions d'euros en 2020.

1.3 Litige « Avastin » devant l'Autorité de la Concurrence

L'Autorité de la Concurrence (ADLC) a adressé ses griefs à la société Roche, Genentech et Hoffmann-la Roche (Groupe Roche) et Novartis en date du 24 janvier 2019. Roche et Genentech sont suspectés par l'ADLC d'abus de position dominante collective sur le marché français du traitement de la DMLA. Le Groupe Roche a répondu aux griefs en date du 1er avril 2019.

Le 9 septembre 2020, l'Autorité de la Concurrence a notifié à Roche France, Genentech et Roche Holding, leur condamnation conjointe et solidaire à payer une amende de 59 748 726 €.

L'amende a été intégralement payée par le groupe Roche.

Le 15 octobre 2020, le groupe Roche a introduit un recours contre cette décision et a déposé le 27 novembre 2020 son mémoire à l'appui de l'appel.

La réponse du ministre de l'Economie a été déposée le 21 juin 2021 et la réponse de la FCA le 22 juin 2021.

Le groupe Roche a déposé un autre mémoire en réponse le 13 décembre 2021, et l'affaire a été entendue par la Cour le 10 février 2022.

La décision devrait être rendue le 6 octobre 2022.

Le Ministère de l'Economie n'ayant pas interjeté appel de la décision de condamnation du 9 septembre 2020 de l'Autorité de la Concurrence, l'amende en appel ne pourra être révisée qu'à la baisse et ne pourra donc pas être augmentée.

1.4 Contrat avec SPF (Santé Publique France)

Au cours de l'année 2021, dans le contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19, Roche SAS a signé un contrat important avec SPF pour la distribution du médicament Ronapreve auprès de 120 établissements de santé. Ce contrat d'une durée de 6 mois, représente 72,4 M€ de chiffre d'affaires soit 6% du chiffre d'affaires 2021 de la société.

1.5 Contrôle DGCCRF

La société Roche SAS a reçu le 11 juin 2021, une notification de la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) portant sur un contrôle des délais de paiements fournisseurs sur l'exercice 2020. Une réunion dans les locaux de Roche SAS a eu lieu le 29 juillet 2021, lors de laquelle l'Administration a réalisé son échantillon des factures en retard de paiement. La société Roche SAS a rendu le 8 octobre 2021 ses explications sur les factures réglées avec retard sur l'année 2020.

Au 31/12/2021, la DGCCRF n'avait toujours pas remis ses conclusions. L'éventail des sanctions peut aller d'un simple avertissement à une amende de 2 millions d'euros (article L. 441-16 du code de commerce).

Sur l'exercice 2021, la société a constaté une dotation aux provisions de 1 million d'euros.

1.6 Contrôle fiscal

Roche SAS s'est vu notifier le 15 mars 2021, une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2017 (pour le crédit d'impôt recherche, CIR) et 2018 et 2019 pour l'ensemble des impôts.

Concernant le CIR, l'administration fiscale a sollicité l'avis du MESRI (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation).

Au 31/12/2021, cet avis n'a pas été communiqué à l'entreprise. D'autre part, le CIR 2017 est désormais prescrit.

Pour l'ensemble des autres impôts, le contrôle de l'exercice 2018, a abouti à une procédure de régularisation spontanée (article L 62 du Livre des Procédures Fiscales). Cette procédure s'est soldée par le paiement d'un impôt additionnel d'un montant de 1 227 085 euros net.

L'exercice 2019 reste ouvert au contrôle au 31 Décembre 2021.

Depuis le 31 décembre 2021, date de clôture du dernier exercice, les évènements suivants sont intervenus :

Changement de dépositaire

A partir du 1er janvier 2022, Arvato Services Healthcare France est devenu le nouveau dépositaire de Roche Pharma France.

Le contrat avec Movianto, ancien dépositaire logistique de Roche, arrivant à son terme en 2021, Roche a décidé de lancer un appel d'offres pour trouver son futur partenaire. Après plusieurs mois de réflexion, suivant une méthode structurée et un travail collaboratif, le choix de Roche s'est porté à l'unanimité sur Arvato, pour des raisons de service, de qualité, d'agilité, et de capacité digitales.

Arvato est désormais un des partenaires clé de la filiale en permettant aux médicaments d'arriver jusqu'aux patients : stockage, préparation et distribution des produits Roche jusqu'aux pharmacies hospitalières, aux officines et aux grossistes.

Un plan de transition a été mis en place par les équipes Roche, Movianto et Arvato afin de faciliter les opérations de transfert des produits et de bascule de l'activité vers Arvato. Le transfert des stocks de Movianto à Arvato a eu lieu courant novembre et décembre 2021.

Le 10 janvier 2022, Arvato a commencé à livrer les médicaments aux établissements de soins et pour les essais cliniques en France métropolitaine.

Le 17 janvier 2022, Arvato a commencé à livrer les grossistes, pharmacies et Drom Com.

Covid-19

La poursuite de la crise sanitaire liée à la Covid 19 devrait avoir pour Roche, en 2022 comme en 2021, un impact limité sur l'activité de la filiale. Ces impacts seront appréhendés au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

La crise sanitaire et son évolution sur les mois à venir n'a pas d'impact à ce jour sur la trésorerie de la société et sur la continuité de son exploitation.

Contrôle fiscal

Au cours de l'année 2022, le contrôle de l'exercice 2019, pour l'ensemble des autres impôts autre que pour le crédit d'impôt recherche CIR, a abouti à une procédure de régularisation spontanée (article L 62 du Livre des Procédures Fiscales). Cette procédure s'est soldée par le paiement d'un impôt additionnel d'un montant de 1 032 348 euros net.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 441 711		
Terrains	69 481		
	Dont composants		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	116 659		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	22 246		
Installations générales, agenc., aménag.	5 267 672		3 048 845
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 285 564		1 145 240
Immobilisations corporelles en cours	2 797 237		139 412
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 558 859		4 333 497
Autres participations	10 000		
Prêts et autres immobilisations financières	8 299 421		387 384
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 309 421		387 384
TOTAL GENERAL	90 309 990		4 720 881

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			69 441 711	
Terrains			69 481	
Constructions, installations générales, agenc.		9 683	106 976	
Installations techn., matériel et outillages ind.			22 246	
Installations générales, agencements divers			8 316 517	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 365	5 429 439	
Immobilisations corporelles en cours		2 872 869	63 780	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 883 917	14 008 438	
Autres participations			10 000	
Prêts et autres immobilisations financières		174 938	8 511 867	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		174 938	8 521 867	
TOTAL GENERAL		3 058 855	91 972 016	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	2 793 841			2 793 841
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 793 841			2 793 841
Constructions installations générales, agenc., aménag.	116 658		9 682	106 975
Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 246			22 246
Installations générales, agenc. et aménag. divers	98 206	818 813		917 019
Matériel de bureau et informatique, mobilier	298 853	780 000	731	1 078 123
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	535 964	1 598 814	10 413	2 124 364
TOTAL GENERAL	3 329 806	1 598 814	10 413	4 918 206

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Construct.							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exercice	Acquisit., apports	Virement	Cession	Fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT					
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 441 710				69 441 710
Terrains	69 480				69 480
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Const. Install. générales, agenc., aménag.	116 658			9 682	106 975
Install. techniques, matériel et outillage ind.	22 246				22 246
Installations générales, agenc., aménag.	5 267 672	3 048 844			8 316 516
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 285 564	1 145 239		1 365	5 429 439
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	2 797 236	139 412		2 872 869	63 780
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 558 858	4 333 496		2 883 917	14 008 438
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	10 000				10 000
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	8 299 420	387 384		174 937	8 511 866
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 309 420	387 384		174 937	8 521 866
TOTAL GENERAL	90 309 990	4 720 880		3 058 855	91 972 016

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 885 080	528 308	6 356 772
Autres immobilisations financières	1 626 787	1	1 626 786
Clients douteux ou litigieux	1 597 439	1 597 439	
Autres créances clients	183 079 964	183 079 964	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 199	5 199	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	11 814 164	11 814 164	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	657 286	657 286	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	474 229 424	474 229 424	
Débiteurs divers	1 216 150	1 216 150	
Charges constatées d'avance	2 884 942	2 884 942	
TOTAL GENERAL	683 996 435	676 012 877	7 983 558
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	314 296		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	25 374 371	6 612 170	18 762 201	
Fournisseurs et comptes rattachés	250 560 237	250 560 237		
Personnel et comptes rattachés	22 392 335	22 392 335		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	508 450 419	508 450 419		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 762 122	1 762 122		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	15 310 024	15 310 024		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	17 609 322	17 609 322		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	841 458 831	822 696 630	18 762 201	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 211 546			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 568 347			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100021	SAP - FACTURES NON PARVENUES ATT/AJ	48 513,60	48 513,60	
408100023	SAP - FACTURES NON PARVENUES FNP		210,00	-210,00
408100099	FACTURES NON PARVENUES GL	18 944 781,48	57 335 671,12	-38 390 889,64
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		18 993 295,08	57 384 394,72	-38 391 099,64
AUTRES DETTES				
419800001	CLIENTS - AVOIRS ET RRRRA A ETABLIR	-682 563,24	-463 261,86	-219 301,38
419800002	PROVISION D'ESCOMPTE CLIENTS TRADE	1 981 902,59	609 353,63	1 372 548,96
419800003	PROVISION RRRRA CLIENTS TRADE	11 011 227,73	10 961 195,13	50 032,60
468600001	CHARGES A PAYER - DIVERS	2 277 296,56	2 733 408,00	-456 111,44
468600016	Charges à payer locations - IFRS16	-1 076 051,81	109 093,80	-1 185 145,61
TOTAL AUTRES DETTES		13 511 811,83	13 949 788,70	-437 976,87
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200001	PROVISIONS POUR CONGES PAYES	5 035 603,96	5 497 524,12	-461 920,16
428400001	PROV.PARTICIPATION.DES SALARIES DE	7 625 843,00	7 936 040,00	-310 197,00
428600001	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	9 478 840,65	9 061 754,21	417 086,44
438600001	ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A PAYE	5 274 910,95	4 868 691,35	406 219,60
438600002	CAP TAXE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	496 315 166,04	287 733 199,61	208 581 966,43
438600003	CHARGES A PAYER ORGANISM.SOCIAUX	1 825 938,26	1 731 528,30	94 409,96
438600004	CAP TAXE PROMOTION	1 640 357,00	3 565 224,00	-1 924 867,00
448600001	CHARGES FISCALES SUR REMUNERATIONS	537 667,11	483 528,23	54 138,88
448600002	CHARGES A PAYER ETAT - TAXES DIVERS	13 329 623,75	4 359 950,74	8 969 673,01
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		541 063 950,72	325 237 440,56	215 826 510,16
TOTAL CHARGES A PAYER		573 569 057,63	396 571 623,98	176 997 433,65

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100001	CLIENTS TIERS - FACTURES A ETABLIR	11 610 171,63	2 645 720,76	8 964 450,87
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		11 610 171,63	2 645 720,76	8 964 450,87
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		11 610 171,63	2 645 720,76	8 964 450,87

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 486 573			15,35
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		63 426 395
Distributions sur résultats antérieurs		16 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		47 426 395
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		27 336 538
	SOLDE	27 336 538
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		74 762 933

Provisions pour risques et
charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	14 420 650	2 684 496		6 154 167	10 950 979
Provisions pour pensions	29 230 889	211 833		5 664 861	23 777 861
Autres provisions pour risques	6 800				6 800
TOTAL	43 658 339	2 896 329		11 819 028	34 735 640

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Ventes de produits :	1 149 849 500		1 149 849 500	1 061 147 529	8,36 %
Services	4 075 716		4 075 716	222 656 1 730,50	%
TOTAL	1 153 925 216		1 153 925 216	1 061 370 185	8,72 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
CIFRE (refacturation subvention)	7 602	
TOTAL	7 602	

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 062 142	20 889 134
Produits exceptionnels sur opérations en capital		180 507
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 062 142	21 069 641
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 264 251	20 488 732
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	634	629 126
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 000 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 264 885	21 117 858
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 202 743	-48 217
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	8 308 964	10 401 084
Impôts sur les bénéfices	13 352 427	16 372 879
TOTAL DES PRODUITS	1 280 263 151	1 193 946 906
TOTAL DES CHARGES	1 252 926 613	1 176 679 789
BENEFICE OU PERTE	27 336 538	17 267 117

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	50 200 672	15 086 867	35 113 805
Résultat exceptionnel à court terme	-1 202 743	-361 461	-841 282
Résultat exceptionnel à long terme		1 124 124	-1 124 124
Participation des salariés	-8 308 964	-2 497 102	-5 811 862
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	40 688 965	13 352 428	27 336 537

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	7 625 843
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	33 788 144
TOTAL ALLEGEMENTS	41 413 987
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-41 413 987

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen global	731	
Apprentis	15	
Handicapés	29	
TOTAL	775	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Les comptes de la Société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Roche Holding - Sach-4002 BALE (SUISSE) Le montant du capital est exprimé en CHF	SA	160 000 000	100,00 %

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
institut Roche SAS	500 000	100	500 000		5 820 634
	1 478 504	1 500 000	500 000		1 489 426
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Le montant hors taxes des honoraires des commissaires aux comptes pour l'audit légal des comptes s'élève à 128 953 euros pour l'exercice 2021.

ROCHE

Société par actions simplifiée au capital de 38 168 895,55 euros
Siège social : 4 Cours de L'Ile Seguin, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
552 012 031 RCS NANTERRE

---***---

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
DU 29 JUN 2022

---***---

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à 27 336 538 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	27 336 538 euros
Auquel s'ajoute :	
Le report à nouveau antérieur	1 267 118 euros
	=====
Pour former un bénéfice distribuable de	28 603 656 euros
Auquel s'ajoute :	
Un prélèvement sur le compte "autres réserves"	3 896 344 euros
	=====
Les sommes distribuables s'élevant ainsi à	32 500 000 euros
- A titre de dividendes	32 500 000 euros
Soit 13,07 euros par action	

Le dividende sera mis en paiement au siège social le 29 juin 2022.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

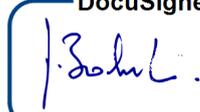
Exercice clos le 31 décembre 2018 :
30 000 000 euros, soit 12,06 euros par titre.
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 30 000 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2019 :
30 000 000 euros, soit 12,06 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 30 000 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2020 :
16 000 000 euros, soit 6,43 euros par titre
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 16 000 000 euros

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président
Jean-François BROCHARD

DocuSigned by:

BDA812059C4B402...



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

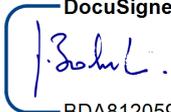
Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Roche S.A.S.

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Jean-François Brochard

President Roche pharma France

DocuSigned by:

BDA812059C4B402...

Exercice clos le 31 décembre 2021

Roche S.A.S.

4 Cours de l'Île Seguin – 92100 Boulogne-Billancourt

Ce rapport contient 41 pages

Référence : ERR-22-2-13



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr
Adresse du cabinet

Roche S.A.S.

Siège social : 4, Cours de l'Île Seguin – 92100 Boulogne-Billancourt
Capital social : €. 38 168 895

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société Roche S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Roche S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

**Roche S.A.S.***Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations retenues, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges et les provisions pour dépréciation des clients et des stocks, ainsi que la présentation d'ensemble des états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

**Roche S.A.S.***Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels*

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 21 juin 2022

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

**Elisabeth
Roumegoux-Rouvelle**

Elisabeth Roumegoux-Rouvelle
Associée

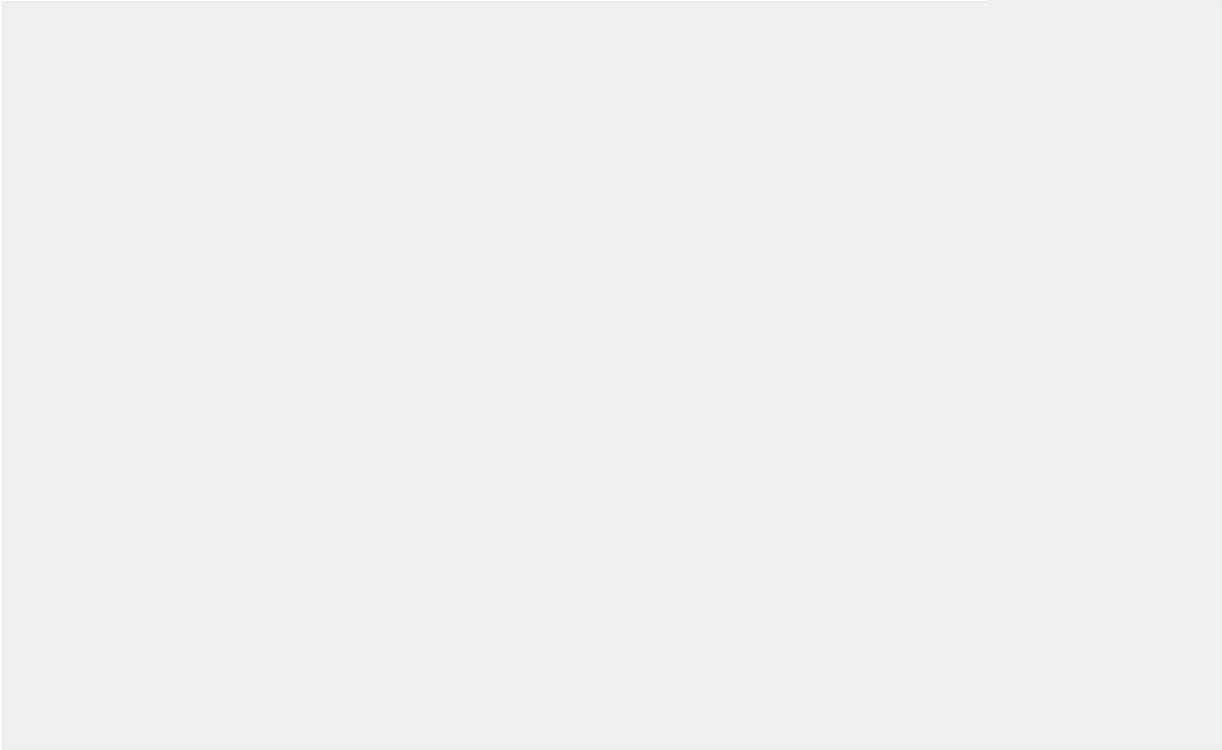
Signature numérique de Elisabeth
Roumegoux-Rouvelle
Date : 2022.06.21 10:34:34 +02'00'

ROCHE

4 Cours de l'Île Seguin

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Evènements significatifs de l'exercice	12
Evènements post-clôture	17
Immobilisations	18
Eléments du fonds commercial	19
Amortissements	20
Tableau immobilisations	21
Créances et dettes	22
Charges à payer	23
Produits à recevoir	24
Composition du capital social	25
Variation des capitaux propres	26
Provisions pour risques et charges	27
Ventilation du chiffre d'affaires	28
Transfert de charges	29
Charges et produits exceptionnels	30
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	31
Situation fiscale différée et latente	32
Effectif moyen	33
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	34
Filiales et participations	35
Honoraires audit légal	36
Actif réalisable, passif exigible	39

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	2 793 842	2 793 842		
Fonds commercial	66 647 869	66 647 869		3 600 005
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	69 481		69 481	69 481
Constructions	106 976	106 976		
Installations techniques, matériel, outillage	22 246	22 246		
Autres immobilisations corporelles	13 745 956	1 995 143	11 750 813	9 156 176
Immobilisations en cours	63 780		63 780	2 797 237
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	10 000		10 000	10 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	6 885 080		6 885 080	6 570 784
Autres immobilisations financières	1 626 787		1 626 787	1 728 637
ACTIF IMMOBILISE	91 972 016	71 566 076	20 405 940	23 932 320
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	28 832		28 832	256 410
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	1 320 141		1 320 141	
Marchandises	269 775 043	14 558 985	255 216 057	184 989 449
Avances et acomptes versés sur commandes	328 558		328 558	1 779 768
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	184 677 403	2 239 866	182 437 536	168 415 294
Autres créances	487 922 224		487 922 224	247 458 667
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	161 126		161 126	3 963 346
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 884 942		2 884 942	4 618 480
ACTIF CIRCULANT	947 098 268	16 798 852	930 299 416	611 481 415
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 039 070 284	88 364 928	950 705 356	635 413 734

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 38 168 895)	38 168 895	38 168 896
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	134 869	134 869
Réserve légale	3 816 890	3 816 890
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	4 038 623	4 038 623
Report à nouveau	1 267 118	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	27 336 538	17 267 117
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	74 762 932	63 426 395
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	10 950 979	14 420 650
Provisions pour charges	23 784 661	29 237 689
PROVISIONS	34 735 640	43 658 340
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	25 122 324	25 479 125
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 560 237	158 948 501
Dettes fiscales et sociales	547 914 901	327 878 490
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 609 322	16 022 883
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	841 206 784	528 328 999
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	950 705 356	635 413 734

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	1 149 849 500		1 149 849 500	1 061 147 529
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 075 716		4 075 716	222 656
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 153 925 216		1 153 925 216	1 061 370 185
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			7 731 347	15 846 697
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			17 858 403	3 746 122
Autres produits			87 108 454	90 392 671
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 266 623 419	1 171 355 675
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 031 570 463	878 637 033
Variation de stock (marchandises)			-83 614 975	-8 658 976
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			395 717	439 096
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-290 144	-429 149
Autres achats et charges externes			98 604 247	106 356 803
Impôts, taxes et versements assimilés			52 229 437	42 494 381
Salaires et traitements			58 670 377	60 083 407
Charges sociales			32 189 833	28 190 691
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 598 814	2 352 281
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			3 600 005	5 041 308
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			17 236 302	4 629 140
Dotations aux provisions			1 478 026	5 849 031
Autres charges			2 182 584	1 741 279
CHARGES D'EXPLOITATION			1 215 850 686	1 126 726 324
RESULTAT D'EXPLOITATION			50 772 733	44 629 351
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 500 000	1 500 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			76 690	15 186
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			900	6 403
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 577 589	1 521 590
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			200 154	242 134
Intérêts et charges assimilées			1 946 026	1 817 084
Différences négatives de change			3 470	2 426
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 149 651	2 061 644
RESULTAT FINANCIER			-572 061	-540 054
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			50 200 672	44 089 297

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 062 142	20 889 134
Produits exceptionnels sur opérations en capital		180 507
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 062 142	21 069 641
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 264 251	20 488 732
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	634	629 126
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 000 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 264 885	21 117 858
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 202 743	-48 217
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	8 308 964	10 401 084
Impôts sur les bénéfices	13 352 427	16 372 879
TOTAL DES PRODUITS	1 280 263 151	1 193 946 906
TOTAL DES CHARGES	1 252 926 613	1 176 679 789
BENEFICE OU PERTE	27 336 538	17 267 117

Annexes

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. PRINCIPES COMPTABLES ET CONVENTIONS GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/21 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général.

Nous appliquons depuis 2005 :

- le Règl. (GRC) n° 2002-10 relatif aux amortissements et aux dépréciations des actifs,
- le Règl. (GRC) n° 2004-06 relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs,

Règlement relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux :

L'application au 1^{er} janvier 2017 du règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 n'a pas eu d'incidence sur les comptes au 31 décembre 2021..

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques, à l'exception de certaines immobilisations qui ont été réévaluées.

Les titres de participation ont été enregistrés à leur coût d'acquisition et sont éventuellement dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité dès lors que la dépréciation est devenue permanente.

Nous retenons comme résultat exceptionnel la notion d'éléments extraordinaires. Nous nous sommes aidés des propositions du Conseil National de la Comptabilité et de la recommandation de l'OECCA à ce sujet, visant toutes deux à rattacher les produits et les charges, bien qu'exceptionnels, aux opérations d'exploitation si leur caractère ordinaire prévaut.

2. PERMANENCE OU CHANGEMENTS DE METHODES

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3. INTEGRATION FISCALE

Roche S.A.S. est la société tête de groupe d'intégration fiscale formé avec la société Institut Roche S.A.S. En vertu de la convention d'intégration fiscale, chaque entité est placée dans la situation qui aurait été la sienne sans intégration fiscale.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

4. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état pour l'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'utilisation retenues à compter du 1er janvier 2007 sont les suivantes :

Agencements, aménagements terrain :	120 mois
Bâtiments :	300 mois
Agencements, aménagements des bâtiments :	120 mois
Installations techniques :	180 mois
Matériel :	120 mois
Véhicules :	60 mois
Autres véhicules :	96 mois
Matériel de bureau :	72 mois
Matériel informatique :	36 mois
Matériel informatique périphérique :	72 mois
Mobilier :	120 mois

TITRES IMMOBILISEES

L'évaluation des titres en portefeuille est conduite en valeur d'utilité. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES IMMOBILISEES

Les prêts, dépôts et autres créances immobilisées ont été évaluées en général à leur valeur nominale.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire d'achat moyen pondéré.

Les stocks sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

L'application de ces principes, a conduit la société a constaté une dépréciation supplémentaire de la valeur du stock au 31/12/2021 de 10,4 millions d'euros, portant la valeur totale de la dépréciation 2021 à 14,6 millions d'euros.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque sont évaluées pour leur valeur nominale.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change utilisé par le groupe.

Les différences résultant de cette évaluation sont inscrites en écart de conversion actif ou passif.

Les écarts de conversion actif donnent lieu à la constitution d'une provision pour risques et charges.

Au 31/12/21, aucun écart de conversion actif ou passif n'a été constaté dans les comptes.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles chaque dossier est susceptible de donner lieu.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Engagements en matière de retraite et de primes d'ancienneté

Le montant total de l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et des primes d'ancienneté est constaté au bilan en provisions pour pensions et obligations similaires.

Il comprend la valeur actualisée à la date de clôture de l'obligation au titre des prestations définies, majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles), diminuée du coût des services rendus.

Les écarts actuariels sont comptabilisés au compte de résultat.

* Méthodes actuarielles et principales hypothèses retenues :

Les indemnités de fin de carrière sont obligatoires pour la partie légale ou conventionnelle. Les primes d'ancienneté sont accordées aux salariés en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise.

La méthode d'évaluation retenue est celle des unités de crédit projetées au prorata. Elle consiste à projeter le salaire jusqu'à la date de départ à la retraite du salarié et à déterminer le montant de l'indemnité à la date de départ à la retraite en fonction du barème le plus favorable pour les salariés, entre la convention collective nationale des industries chimiques et celle de l'industrie pharmaceutique, et du salaire en fin de carrière.

REGLES ET METHODES COMPTABLES (suite)

Le passif social est égal à l'indemnité actualisée au taux de rendement financier net retenu sur la durée restant à courir de la date d'évaluation jusqu'à la date de départ à la retraite, montant pondéré par la probabilité de décès, de sortie de l'entreprise.

Ces indemnités sont versées en une seule fois sous forme de capital et non sous forme de pension, et ne sont dues que si le salarié est présent au moment de son départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour les indemnités de fin de carrière sont :

- Taux d'actualisation 1,20%
- Taux d'inflation long terme 2,00%
- Table de mortalité INSEE TD/TV 2015-2017
- Taux de progression des salaires en fonction des catégories 2,50%
- Type de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- Taux de charges sociales et fiscales patronales 47,10%
- Taux de rotation du personnel selon l'ancienneté des salariés et leur statut

A noter que la société n'a pas appliqué dans ses comptes sociaux la méthode préconisée par l'IFRIC, dite IFRIC staff paper.

Provisions pour litiges

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels, la société effectue une revue des risques potentiels et des litiges identifiés. En fonction des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, et le cas échéant après concertation avec ses conseils, la société procède à la constitution ou la mise à jour des provisions pour litiges constituées.

Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux ci-dessus ont été acquis auprès de Roche Diagnostics en 2003 et auprès de la société Intermune en 2015 et concernent l'activité de ventes de produits pharmaceutiques. Ils font l'objet d'un amortissement annuel sur la durée prévue d'exploitation des spécialités pharmaceutiques.

Cette durée étant finie et prévisible, l'application du règlement 2015-06 de l'ANC n'a pas eu d'incidence sur le traitement comptable de ces fonds commerciaux qui sont entièrement amortis au 31/12/2021, soit sur une durée d'amortissement totale de 16 ans.

Les fonds commerciaux étant totalement amortis à fin 2021, il n'y a pas eu de test de dépréciation sur la période.

La dotation aux amortissements comptabilisée au titre de l'exercice 2021 s'élève à 3,6M€ amenant l'amortissement cumulé à 66,6 M€.

Faits marquants de l'exercice 2021

1.1 Evolution des plans de réorganisation au cours de l'exercice

En application du contrat de distribution entre la société et le groupe, les frais de restructurations sont intégralement refacturés au Groupe à l'exception du plan Intermune, clos le 31/12/2021.

Les charges correspondant à ces plans sont reclassées en charges exceptionnelles et les refacturations au groupe en produits exceptionnels.

Les plans en cours au 31 décembre 2021 sont les suivants :

Plan de cessation des activités de promotion en direction des Médecins Généralistes mis en place en 2010 (OPEX):

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,3 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 52 millions d'euros dont 0,3 million d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Fermeture du site de Strasbourg :

Dans le cadre de la restructuration des activités de recherche précoce du groupe Roche, le site de Strasbourg a été fermé le 31 juillet 2013. Les conséquences financières négatives résultant de la cessation de l'activité sont intégralement refacturées au groupe.

Les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 5 mille euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 10,5 millions d'euros qui a été pleinement utilisé en 2021.

Réorganisation des forces de vente (One Europe) :

Au cours de l'année 2013, une réorganisation du terrain a été menée, visant à rationaliser l'organisation des forces de vente. Le 15 Octobre 2013, un accord a été signé avec les organisations syndicales sur cette nouvelle organisation, validant les mesures envisagées de Cessation Anticipée d'Activité et de départs volontaires. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Par rapport à la valeur de clôture à fin 2020, en 2021 une reprise de 0,3 millions d'euros a été constatée, correspondant au montant des charges encourues sur l'année 2021 et refacturées au groupe (sans incidence sur le compte de résultat de la société). Le plan s'élevait à 29 millions d'euros dont 1,1 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Réorganisation au siège (Next I) en janvier 2015 :

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros, dont 5 millions seront à prendre en charge par la société Roche. Les 5 millions à prendre en charge par Roche ont été atteints et ce plan a été refacturé en fin d'année 2017.

Par rapport à la valeur de clôture 2020 (1,4 millions d'euros), une reprise de provision de 0,4 millions d'euros a été passée en 2021, correspondant aux charges de l'année refacturées au groupe.

Le plan s'élevait à 10 millions d'euros dont 1,1 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Redéploiement des ressources terrain (Next II) :

En décembre 2014, un projet de redéploiement des ressources terrain a été annoncé aux partenaires sociaux pour une mise œuvre Mai 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 2,5 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 33 millions d'euros dont 3,9 millions d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Externalisation de l'activité de monitoring (Sourcing Strategy) :

En avril 2014, le Groupe a décidé de choisir Quintiles comme unique prestataire et de lui confier l'ensemble des activités de monitoring. Ce projet a été mis en œuvre en février 2015. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,2 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 6 millions d'euros dont 0,4 million d'euros reste à engager au 31 décembre 2021.

Redéploiement de l'activité logistique et externalisation des activités su site de distribution de Rosny en 2015 :

Le groupe avait décidé de choisir Movianto comme prestataire et de lui confier l'activité logistique qui était gérée par le site de Rosny. Les coûts de cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,6 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 21 millions d'euros dont 1,6 millions d'euros reste à engager au 31/12/2021.

A noter que depuis janvier 2022, Arvato est le nouveau dépositaire de Roche SAS.

Réorganisation au siège : « GRP66 » :

Au cours du dernier trimestre 2017, Roche a décidé de revoir sa structure organisationnelle et ses ressources afin d'adapter l'entreprise aux nouveaux enjeux de la santé en la dotant des compétences nécessaires pour construire la santé de demain.

Au 31 décembre 2017, le montant de ces mesures a été estimé à 146 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation sont entièrement pris en charge par le Groupe. Le plan a été doté de 4,6 millions d'euros supplémentaires en 2018.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 1,6 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Le plan s'élevait à 150 millions d'euros dont 11,9 millions d'euros reste à engager au 31/12/2021.

RAMP : « GRP18 »

C'est le plan de restructuration pour le transfert des activités de comptabilité du site français vers le SSC en Hongrie. Les coûts engagés à ce titre sont entièrement pris en charge par le groupe Roche. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée dans les comptes au 31 décembre 2021.

Réorganisation au siège pour les personnes non scope commercial de la filiale : « GRP76 »

En décembre 2021, Roche a décidé d'opérer une transformation profonde de son organisation et de ses ressources afin de répondre aux exigences croissantes du marché et de s'adapter aux nouveaux enjeux digitaux.

Au 31 décembre 2021, le montant de ces mesures a été estimé à 9,9 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation seront entièrement pris en charge par le Groupe.

Réorganisation au siège pour les personnes du scope commercial de la filiale : « GRP80 »

En octobre 2021, Roche a décidé d'opérer une transformation profonde de son organisation et de ses ressources afin de répondre aux exigences croissantes du marché et de s'adapter aux nouveaux enjeux digitaux.

Le montant de ces mesures a été estimé à 165,9 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation seront entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 4,2 millions d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Au 31/12/2021, le reste à engager est de 161,6 millions d'euros.

Réorganisation du département RH (People&Culture) : « GRP92 »

En mai 2021, afin de rationaliser son organisation, dans la poursuite du projet RAMP, Roche a décidé de centraliser ses ressources RH au centre de service partagé de Budapest.

Le montant de ces mesures a été estimé à 8 M€ sans incidence sur le compte de résultat de la société car comme pour les plans précédents, les coûts relatifs à cette réorganisation seront entièrement pris en charge par le Groupe.

Au 31.12.2021, les charges encourues au cours de l'exercice et refacturées au groupe se sont élevées à 0,7 million d'euros, sans incidence sur le compte de résultat de la société. Au 31/12/2021, le reste à engager est de 7,3 millions d'euros.

1.2 Clause de sauvegarde :

Depuis 2015, l'industrie pharmaceutique est soumise à une nouvelle contribution dont le calcul intrinsèque est partiellement basé sur l'atteinte d'un objectif collectif de limitation des dépenses liées au médicament, rendant l'estimation de cette contribution particulièrement difficile.

Suite à une évaluation par un cabinet indépendant courant 2021, la provision pour couvrir cette contribution a été arrêtée dans les comptes à 17 millions d'euros, contre 5 millions d'euros en 2020.

1.3 Litige « Avastin » devant l'Autorité de la Concurrence

L'Autorité de la Concurrence (ADLC) a adressé ses griefs à la société Roche, Genentech et Hoffmann-la Roche (Groupe Roche) et Novartis en date du 24 janvier 2019. Roche et Genentech sont suspectés par l'ADLC d'abus de position dominante collective sur le marché français du traitement de la DMLA. Le Groupe Roche a répondu aux griefs en date du 1er avril 2019.

Le 9 septembre 2020, l'Autorité de la Concurrence a notifié à Roche France, Genentech et Roche Holding, leur condamnation conjointe et solidaire à payer une amende de 59 748 726 €.

L'amende a été intégralement payée par le groupe Roche.

Le 15 octobre 2020, le groupe Roche a introduit un recours contre cette décision et a déposé le 27 novembre 2020 son mémoire à l'appui de l'appel.

La réponse du ministre de l'Economie a été déposée le 21 juin 2021 et la réponse de la FCA le 22 juin 2021.

Le groupe Roche a déposé un autre mémoire en réponse le 13 décembre 2021, et l'affaire a été entendue par la Cour le 10 février 2022.

La décision devrait être rendue le 6 octobre 2022.

Le Ministère de l'Economie n'ayant pas interjeté appel de la décision de condamnation du 9 septembre 2020 de l'Autorité de la Concurrence, l'amende en appel ne pourra être révisée qu'à la baisse et ne pourra donc pas être augmentée.

1.4 Contrat avec SPF (Santé Publique France)

Au cours de l'année 2021, dans le contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19, Roche SAS a signé un contrat important avec SPF pour la distribution du médicament Ronapreve auprès de 120 établissements de santé. Ce contrat d'une durée de 6 mois, représente 72,4 M€ de chiffre d'affaires soit 6% du chiffre d'affaires 2021 de la société.

1.5 Contrôle DGCCRF

La société Roche SAS a reçu le 11 juin 2021, une notification de la DGCCRF (Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes) portant sur un contrôle des délais de paiements fournisseurs sur l'exercice 2020. Une réunion dans les locaux de Roche SAS a eu lieu le 29 juillet 2021, lors de laquelle l'Administration a réalisé son échantillon des factures en retard de paiement. La société Roche SAS a rendu le 8 octobre 2021 ses explications sur les factures réglées avec retard sur l'année 2020.

Au 31/12/2021, la DGCCRF n'avait toujours pas remis ses conclusions. L'éventail des sanctions peut aller d'un simple avertissement à une amende de 2 millions d'euros (article L. 441-16 du code de commerce).

Sur l'exercice 2021, la société a constaté une dotation aux provisions de 1 million d'euros.

1.6 Contrôle fiscal

Roche SAS s'est vu notifier le 15 mars 2021, une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2017 (pour le crédit d'impôt recherche, CIR) et 2018 et 2019 pour l'ensemble des impôts.

Concernant le CIR, l'administration fiscale a sollicité l'avis du MESRI (Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation).

Au 31/12/2021, cet avis n'a pas été communiqué à l'entreprise. D'autre part, le CIR 2017 est désormais prescrit.

Pour l'ensemble des autres impôts, le contrôle de l'exercice 2018, a abouti à une procédure de régularisation spontanée (article L 62 du Livre des Procédures Fiscales). Cette procédure s'est soldée par le paiement d'un impôt additionnel d'un montant de 1 227 085 euros net.

L'exercice 2019 reste ouvert au contrôle au 31 Décembre 2021.

Depuis le 31 décembre 2021, date de clôture du dernier exercice, les évènements suivants sont intervenus :

Changement de dépositaire

A partir du 1er janvier 2022, Arvato Services Healthcare France est devenu le nouveau dépositaire de Roche Pharma France.

Le contrat avec Movianto, ancien dépositaire logistique de Roche, arrivant à son terme en 2021, Roche a décidé de lancer un appel d'offres pour trouver son futur partenaire. Après plusieurs mois de réflexion, suivant une méthode structurée et un travail collaboratif, le choix de Roche s'est porté à l'unanimité sur Arvato, pour des raisons de service, de qualité, d'agilité, et de capacité digitales.

Arvato est désormais un des partenaires clé de la filiale en permettant aux médicaments d'arriver jusqu'aux patients : stockage, préparation et distribution des produits Roche jusqu'aux pharmacies hospitalières, aux officines et aux grossistes.

Un plan de transition a été mis en place par les équipes Roche, Movianto et Arvato afin de faciliter les opérations de transfert des produits et de bascule de l'activité vers Arvato. Le transfert des stocks de Movianto à Arvato a eu lieu courant novembre et décembre 2021.

Le 10 janvier 2022, Arvato a commencé à livrer les médicaments aux établissements de soins et pour les essais cliniques en France métropolitaine.

Le 17 janvier 2022, Arvato a commencé à livrer les grossistes, pharmacies et Drom Com.

Covid-19

La poursuite de la crise sanitaire liée à la Covid 19 devrait avoir pour Roche, en 2022 comme en 2021, un impact limité sur l'activité de la filiale. Ces impacts seront appréhendés au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

La crise sanitaire et son évolution sur les mois à venir n'a pas d'impact à ce jour sur la trésorerie de la société et sur la continuité de son exploitation.

Contrôle fiscal

Au cours de l'année 2022, le contrôle de l'exercice 2019, pour l'ensemble des autres impôts autre que pour le crédit d'impôt recherche CIR, a abouti à une procédure de régularisation spontanée (article L 62 du Livre des Procédures Fiscales). Cette procédure s'est soldée par le paiement d'un impôt additionnel d'un montant de 1 032 348 euros net.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 441 711		
Terrains	69 481		
	Dont composants		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	116 659		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	22 246		
Installations générales, agenc., aménag.	5 267 672		3 048 845
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 285 564		1 145 240
Immobilisations corporelles en cours	2 797 237		139 412
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 558 859		4 333 497
Autres participations	10 000		
Prêts et autres immobilisations financières	8 299 421		387 384
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 309 421		387 384
TOTAL GENERAL	90 309 990		4 720 881

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			69 441 711	
Terrains			69 481	
Constructions, installations générales, agenc.		9 683	106 976	
Installations techn., matériel et outillages ind.			22 246	
Installations générales, agencements divers			8 316 517	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 365	5 429 439	
Immobilisations corporelles en cours		2 872 869	63 780	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 883 917	14 008 438	
Autres participations			10 000	
Prêts et autres immobilisations financières		174 938	8 511 867	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		174 938	8 521 867	
TOTAL GENERAL		3 058 855	91 972 016	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	2 793 841			2 793 841
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 793 841			2 793 841
Constructions installations générales, agenc., aménag.	116 658		9 682	106 975
Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 246			22 246
Installations générales, agenc. et aménag. divers	98 206	818 813		917 019
Matériel de bureau et informatique, mobilier	298 853	780 000	731	1 078 123
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	535 964	1 598 814	10 413	2 124 364
TOTAL GENERAL	3 329 806	1 598 814	10 413	4 918 206

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Construct.							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exercice	Acquisit., apports	Virement	Cession	Fin d'exercice
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT					
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	69 441 710				69 441 710
Terrains	69 480				69 480
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Const. Install. générales, agenc., aménag.	116 658			9 682	106 975
Install. techniques, matériel et outillage ind.	22 246				22 246
Installations générales, agenc., aménag.	5 267 672	3 048 844			8 316 516
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 285 564	1 145 239		1 365	5 429 439
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	2 797 236	139 412		2 872 869	63 780
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 558 858	4 333 496		2 883 917	14 008 438
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	10 000				10 000
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières	8 299 420	387 384		174 937	8 511 866
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 309 420	387 384		174 937	8 521 866
TOTAL GENERAL	90 309 990	4 720 880		3 058 855	91 972 016

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	6 885 080	528 308	6 356 772
Autres immobilisations financières	1 626 787	1	1 626 786
Clients douteux ou litigieux	1 597 439	1 597 439	
Autres créances clients	183 079 964	183 079 964	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 199	5 199	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	11 814 164	11 814 164	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	657 286	657 286	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	474 229 424	474 229 424	
Débiteurs divers	1 216 150	1 216 150	
Charges constatées d'avance	2 884 942	2 884 942	
TOTAL GENERAL	683 996 435	676 012 877	7 983 558
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	314 296		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	25 374 371	6 612 170	18 762 201	
Fournisseurs et comptes rattachés	250 560 237	250 560 237		
Personnel et comptes rattachés	22 392 335	22 392 335		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	508 450 419	508 450 419		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 762 122	1 762 122		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	15 310 024	15 310 024		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	17 609 322	17 609 322		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	841 458 831	822 696 630	18 762 201	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 211 546			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 568 347			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
408100021	SAP - FACTURES NON PARVENUES ATT/AJ	48 513,60	48 513,60	
408100023	SAP - FACTURES NON PARVENUES FNP		210,00	-210,00
408100099	FACTURES NON PARVENUES GL	18 944 781,48	57 335 671,12	-38 390 889,64
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		18 993 295,08	57 384 394,72	-38 391 099,64
AUTRES DETTES				
419800001	CLIENTS - AVOIRS ET RRRRA A ETABLIR	-682 563,24	-463 261,86	-219 301,38
419800002	PROVISION D'ESCOMPTE CLIENTS TRADE	1 981 902,59	609 353,63	1 372 548,96
419800003	PROVISION RRRRA CLIENTS TRADE	11 011 227,73	10 961 195,13	50 032,60
468600001	CHARGES A PAYER - DIVERS	2 277 296,56	2 733 408,00	-456 111,44
468600016	Charges à payer locations - IFRS16	-1 076 051,81	109 093,80	-1 185 145,61
TOTAL AUTRES DETTES		13 511 811,83	13 949 788,70	-437 976,87
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200001	PROVISIONS POUR CONGES PAYES	5 035 603,96	5 497 524,12	-461 920,16
428400001	PROV.PARTICIPATION.DES SALARIES DE	7 625 843,00	7 936 040,00	-310 197,00
428600001	PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER	9 478 840,65	9 061 754,21	417 086,44
438600001	ORGANISMES SOCIAUX - CHARGES A PAYE	5 274 910,95	4 868 691,35	406 219,60
438600002	CAP TAXE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES	496 315 166,04	287 733 199,61	208 581 966,43
438600003	CHARGES A PAYER ORGANISM.SOCIAUX	1 825 938,26	1 731 528,30	94 409,96
438600004	CAP TAXE PROMOTION	1 640 357,00	3 565 224,00	-1 924 867,00
448600001	CHARGES FISCALES SUR REMUNERATIONS	537 667,11	483 528,23	54 138,88
448600002	CHARGES A PAYER ETAT - TAXES DIVERS	13 329 623,75	4 359 950,74	8 969 673,01
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		541 063 950,72	325 237 440,56	215 826 510,16
TOTAL CHARGES A PAYER		573 569 057,63	396 571 623,98	176 997 433,65

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100001	CLIENTS TIERS - FACTURES A ETABLIR	11 610 171,63	2 645 720,76	8 964 450,87
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		11 610 171,63	2 645 720,76	8 964 450,87
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		11 610 171,63	2 645 720,76	8 964 450,87

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 486 573			15,35
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		63 426 395
Distributions sur résultats antérieurs		16 000 000
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		47 426 395
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		27 336 538
	SOLDE	27 336 538
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		74 762 933

Provisions pour risques et
charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour litiges	14 420 650	2 684 496		6 154 167	10 950 979
Provisions pour pensions	29 230 889	211 833		5 664 861	23 777 861
Autres provisions pour risques	6 800				6 800
TOTAL	43 658 339	2 896 329		11 819 028	34 735 640

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Ventes de produits :	1 149 849 500		1 149 849 500	1 061 147 529	8,36 %
Services	4 075 716		4 075 716	222 656 1 730,50	%
TOTAL	1 153 925 216		1 153 925 216	1 061 370 185	8,72 %

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
CIFRE (refacturation subvention)	7 602	
TOTAL	7 602	

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12 062 142	20 889 134
Produits exceptionnels sur opérations en capital		180 507
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	12 062 142	21 069 641
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	12 264 251	20 488 732
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	634	629 126
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 000 000	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 264 885	21 117 858
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 202 743	-48 217
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	8 308 964	10 401 084
Impôts sur les bénéfices	13 352 427	16 372 879
TOTAL DES PRODUITS	1 280 263 151	1 193 946 906
TOTAL DES CHARGES	1 252 926 613	1 176 679 789
BENEFICE OU PERTE	27 336 538	17 267 117

Repartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	50 200 672	15 086 867	35 113 805
Résultat exceptionnel à court terme	-1 202 743	-361 461	-841 282
Résultat exceptionnel à long terme		1 124 124	-1 124 124
Participation des salariés	-8 308 964	-2 497 102	-5 811 862
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	40 688 965	13 352 428	27 336 537

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	7 625 843
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	33 788 144
TOTAL ALLEGEMENTS	41 413 987
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-41 413 987

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif moyen global	731	
Apprentis	15	
Handicapés	29	
TOTAL	775	

**Identite des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Les comptes de la Société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Roche Holding - Sach-4002 BALE (SUISSE) Le montant du capital est exprimé en CHF	SA	160 000 000	100,00 %

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
institut Roche SAS	500 000	100	500 000		5 820 634
	1 478 504	1 500 000	500 000		1 489 426
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Le montant hors taxes des honoraires des commissaires aux comptes pour l'audit légal des comptes s'élève à 128 953 euros pour l'exercice 2021.